

# **Rapport de monitoring 2019/2020 du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent**

**Mai 2021**



Sicherheitsverbund Schweiz  
Réseau national de sécurité  
Rete integrata Svizzera per la sicurezza



<b>1. Contexte</b>	<b>4</b>
<b>2. Méthodologie</b>	<b>6</b>
<b>3. Organe de coordination national (Mesure 16 du PAN)</b>	<b>8</b>
<b>4. Programme d'impulsion national (Mesure 17 du PAN)</b>	<b>12</b>
<b>5. Désengagement et réintégration (mesures 21 et 24 du PAN)</b>	<b>14</b>
<b>6. Mise en œuvre du Plan d'action national – état des lieux</b>	<b>16</b>
<b>7. Bilan</b>	<b>22</b>
<b>8. Annexes</b>	<b>24</b>
8.1 Aperçu des projets et programmes mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN)	25
8.2 Enquête sur la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent – formulaire	52

# 1. Contexte

La prévention de la radicalisation fait partie intégrante de la stratégie de la Suisse pour la lutte antiterroriste du 18 septembre 2015<sup>1</sup>. C'est dans ce contexte que le Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN)<sup>2</sup>, élaboré sous la conduite du délégué du Réseau national de sécurité (RNS), a été adopté à l'unanimité le 24 novembre 2017 par les présidences de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP), de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), par l'Union des villes suisses et par l'Association des communes suisses. Le Conseil fédéral a pris acte du PAN en décembre 2017 et décidé alors de soutenir le programme d'impulsion. Au total, 26 mesures ont été définies dans les cinq domaines d'action suivants : connaissances et expertise, collaboration et coordination, lutte contre les idéologies et les groupements extrémistes, désengagement et réintégration, collaboration internationale. Le PAN concerne toutes les formes de radicalisation et d'extrémisme violent. La mise en œuvre de ces mesures relève en grande partie de la compétence des autorités locales et de la société civile. Elle est suivie par l'organe de coordination national<sup>3</sup>, le groupe d'accompagnement stratégique<sup>4</sup> et l'organe politique de surveillance<sup>5</sup>.

Le but de ce rapport est de présenter l'état de la mise en œuvre des mesures du PAN et d'y recenser les projets y relatifs mis en œuvre en 2019 et 2020.

---

**1** Conseil fédéral (2015). Stratégie de la Suisse pour la lutte antiterroriste, disponible sur [FF 2015 6843 \(admin.ch\)](#)

**2** Réseau national de sécurité (2017). *Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent*, disponible sur [Plan d'action national \(admin.ch\)](#)

**3** L'organe de coordination national est établi au sein du RNS.

**4** Le groupe d'accompagnement stratégique est composé de représentants de la Confédération, des cantons, des communes et des villes.

**5** L'organe politique de surveillance est composé des représentants du Département fédéral de justice et police, de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police, de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales, de l'association des communes suisses et de l'Union des villes suisses.

## 2. Méthodologie

Ce deuxième rapport de monitoring de la mise en œuvre du PAN se base sur les données récoltées grâce à une enquête effectuée en fin d'année 2020 auprès des partenaires principaux du RNS, à savoir, entre autres, les offices fédéraux compétents, les organes cantonaux responsables de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, les villes et une quarantaine de communes, qui comptent le nombre le plus élevé d'habitants en Suisse. L'organe de coordination national a pu compter sur un nombre élevé de réponses. Les informations relatives aux projets et programmes mis en place en 2019 et/ou 2020 et qui ont pour but la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ont été transmises au moyen du formulaire figurant en annexe (cf. annexe 8.2). À celles-ci s'ajoutent les informations disponibles en *open source*. Le rapport de monitoring ne concerne que les années 2019 et 2020, par conséquent, y figurent les projets mis en œuvre en 2019 et/ou 2020, mais également les projets et programmes ayant été mis en œuvre antérieurement et qui sont toujours en cours de réalisation ou dont le produit final ou la prestation sont encore disponibles.

# 3. Organe de co- ordination national (Mesure 16 du PAN)



Les activités de l'organe de coordination national sont définies par la mesure 16 du PAN.

### **Transfert de connaissances et d'expériences**

L'organe de coordination national est compétent pour le transfert de connaissances et d'expériences sur la thématique de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Il met régulièrement à jour le document à l'intention de la population qui contient les informations sur la radicalisation et l'extrémisme violent, ainsi que la liste des structures cantonales spécialisées et de conseils, lesquelles sont publiées sur le site internet du RNS. En cas de questions ou de soupçons de radicalisation, la population peut s'adresser à ces structures, qui offrent des informations ou un soutien en matière de prévention de la violence, de l'extrémisme et de la radicalisation. Le site de la Confédération ch.ch consacre également une page à ce sujet. En outre, l'organe de coordination national aiguisé sa connaissance de la thématique en participant à des conférences internationales, en échangeant avec les partenaires nationaux et internationaux (cf. paragraphe « Contacts internationaux ») ou encore grâce à la lecture d'articles scientifiques.

### **Colloque**

À la suite du premier colloque organisé dans le cadre de la mise en œuvre du PAN par le RNS le 14 novembre 2018 et qui a remporté un franc succès, la deuxième édition a eu lieu le 25 novembre 2020 « en ligne » en raison de la pandémie. Cet événement était destiné en particulier aux spécialistes des services communaux et cantonaux ainsi qu'aux offices fédéraux compétents et organisations de la société civile dont le personnel peut être confronté à des cas de radicalisation. Environ 130 participantes et participants ont pu suivre les différentes interventions qui ont porté principalement sur les formes diverses de radicalisation (droite, gauche, hooliganisme) et sur la thématique du désengagement et de la réintégration de personnes radicalisées.

### **Contacts internationaux**

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAN, un contact permanent et étroit est établi entre le RNS et le Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), en particulier les divisions « Sécurité internationale » et « Droit de l'homme ». Le RNS a participé à différentes conférences d'organismes internationaux qui ont permis la mise en réseau et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. En outre, le RNS a été consulté sur certains documents, tels que des stratégies d'organisations internationales dont la Suisse est membre. Le RNS a, à l'occasion d'un échange de connaissances, informé la Nouvelle-Zélande de l'expérience de la Suisse dans l'élaboration et la mise en œuvre de son PAN.

### **Monitoring relatif à la mise en œuvre des mesures**

L'organe de coordination national est chargé de rédiger le rapport de monitoring relatif à la mise en œuvre des mesures du PAN.

### **Programme d'impulsion national**

L'organe de coordination national se charge de la mise en œuvre du programme d'impulsion national, détaillé au point 4 de ce rapport. Il réceptionne les demandes d'aide financière et vérifie leur contenu. Le groupe d'accompagnement stratégique, l'organe politique de surveillance et, en dernière instance, l'Office fédéral de la police (fedpol), décident de leur financement. Le groupe d'accompagnement stratégique et l'organe politique de surveillance se sont réunis une fois par année en 2019 et en 2020 et se sont prononcés sur les projets pour lesquels une demande de soutien financier a été déposée.

### Évaluation et développement futur du PAN

Comme indiqué dans le PAN, les 26 mesures doivent être mises en œuvre durant une période de cinq ans, c'est-à-dire jusqu'en novembre 2022. Au cours de cette période, le PAN doit être évalué afin de mesurer la mise en œuvre et l'impact des 26 mesures. En outre, l'évaluation devrait inclure des recommandations qui serviront de base de réflexion sur les orientations futures du PAN afin que la continuité du travail de prévention soit assurée et soutenue politiquement. L'entreprise externe Ecoplan AG, sélectionnée au terme d'une procédure d'appel d'offre, s'est vue confier le mandat d'évaluation. Les travaux ont commencé en mai 2021, ainsi, les résultats devraient être disponibles au premier semestre de l'année 2022.

### Autres activités

Depuis l'adoption du PAN, l'organe de coordination national s'est rapidement profilé comme point de contact central et a été largement consulté en ce qui concerne les interventions parlementaires sur le sujet de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, mais est également sollicité par les médias sur la même thématique. L'organe de coordination participe à diverses séances dans le cadre de l'activité de la task force TETRA (Terrorist Tracking), dirigée par fedpol, et est impliquée dans la révision de la Stratégie de la Suisse pour la lutte antiterroriste.



# 4. Programme d'impulsion national (Mesure 17 du PAN)

Le Conseil fédéral a adopté le 16 mai 2018 l'ordonnance sur les mesures visant à prévenir et à combattre la radicalisation et l'extrémisme violent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018 et valable jusqu'en juin 2023. Elle permet à la Confédération de soutenir financièrement des projets et des programmes nouveaux comme déjà existants, initiés par les échelons cantonaux et communaux et par la société civile (programme d'impulsion national). Un montant de cinq millions de francs y est consacré sur cette période de cinq ans. Les demandes peuvent être soumises une fois par an, selon le cycle actuel.

Les premiers huit projets ont été financés en 2019. Deux périodes de soumissions des demandes d'aide financière supplémentaires ont depuis été ouvertes. Les demandes pour le financement des projets en 2020 et 2021 ont pu être déposées entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 juin 2019 et 2020. Un nombre important de demandes a été adressé à l'organe de coordination national, dépassant largement les moyens financiers à disposition. Ainsi, tel que le prévoit l'ordonnance sur les mesures visant à prévenir et à combattre la radicalisation et l'extrémisme violent<sup>6</sup>, le groupe d'accompagnement stratégique a établi un ordre de priorité des demandes.

Celles-ci ont été évaluées selon les critères suivants : la durée du projet, le développement ou l'évolution substantielle des projets ou programmes existants, la mise en œuvre concrète d'une mesure du PAN, l'effet multiplicateur ou le caractère d'exemple du projet ainsi que son but (qu'il n'ait pas comme but la prévention de la radicalisation religieuse uniquement), et finalement, que le principe de subsidiarité soit respecté. De plus, les projets mis en œuvre par les organisations de la société civile doivent être réalisés en collaboration étroite avec les autorités. Au total, 27 projets ont bénéficié des moyens financiers à disposition dans le cadre du programme d'impulsion en 2020 ou vont en bénéficier en 2021. La liste des bénéficiaires et les détails des projets sont disponibles sur le site internet du RNS<sup>7</sup> et de fedpol. Le pool d'experts en désengagement et ré-intégration sur le plan national (mesure 24 du PAN) est également financé par le programme d'impulsion.

Deux périodes de soumissions sont encore prévues en 2021 et 2022, l'ordonnance sur les mesures visant à prévenir et à combattre la radicalisation et l'extrémisme violent étant en vigueur jusqu'en juin 2023.

<sup>6</sup> Art. 6 al.3 de l'Ordonnance sur les mesures visant à prévenir et à combattre la radicalisation et l'extrémisme violent du 16 mai 2018 (RS 311.039.5)

<sup>7</sup> <https://www.svs.admin.ch/fr/themes/prevention-de-la-radicalisation/programme-incidentation.html>

# 5. Désengagement et réintégration (mesures 21 et 24 du PAN)

Le pool d'experts en désengagement et réintégration au niveau national prévu par le PAN (mesure 24) a été constitué en 2019 par l'organe de coordination. Les membres du pool d'experts sont des spécialistes actifs dans les domaines les plus divers et peuvent être appelés à apporter soutien et conseil aux autorités et instances responsables de la réintégration des personnes radicalisées, sur demande de ces dernières au RNS.

Le pool d'experts a également élaboré un catalogue référentiel de mesures pour favoriser le désengagement en matière de radicalisation et la réintégration dans la société (mesure 21 du PAN). Ce catalogue est mis à la disposition des autorités et services compétents locaux sur le site du RNS<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Réseau national de sécurité (2020). *Catalogue référentiel des mesures pour le désengagement et la réintégration*, disponible sur <https://www.svs.admin.ch/fr/themes/prevention-de-la-radicalisation/praevention-nap.html>

# **6. Mise en œuvre du Plan d'action national – état des lieux**



### Connaissance et expertise (mesures 1–9)

Dans le domaine de la recherche sur la radicalisation et l'extrémisme violent en Suisse (**mesure 1**), deux instituts en particulier se sont engagés dans l'étude de ce phénomène au cours des deux dernières années. La Haute école des sciences appliquées de Zurich (Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften ZHAW) s'est penchée sur les facteurs influençant les comportements extrémistes des jeunes en Suisse et a mis à jour son étude sur la situation actuelle et l'évolution de la radicalisation djihadiste en Suisse. En outre, elle exécute actuellement un mandat de recherche attribué par l'Office fédéral de la Justice en 2019 sur le rôle des personnes accompagnantes des communautés musulmanes dans la prévention de la radicalisation. Sur le même sujet, le Centre Suisse Islam et Société (CSIS) de l'Université de Fribourg a publié un rapport en décembre 2019 sur les itinéraires de formation des imams en Suisse, qui apporte une contribution supplémentaire et centrale à ce domaine. Actuellement, le CSIS travaille sur une étude exploratoire au sujet de l'aumônerie dans les institutions publiques. Les résultats de ces recherches relatives au phénomène de la radicalisation et de l'extrémisme violent sont essentiels pour identifier suffisamment tôt et empêcher des processus de radicalisation.

La formation et la sensibilisation sont tout autant importantes pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus. Au cours de la période couverte, de nombreuses formations ont été renouvelées ou ont vu leur format adapté, du fait de la situation liée à la pandémie. Malgré ces contraintes, de nouvelles formations et offres de perfectionnement pour professionnels ainsi que pour les personnes accompagnantes dans un contexte religieux (**mesures 2 et 3**) ont été développées et mises sur pied. Par exemple, un nouveau *Certificate of Advanced Studies* intitulé « Pratiquer l'aumônerie musulmane dans les institutions publiques » est offert par le CSIS depuis septembre 2020 en Suisse alémanique. Le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) a achevé la mise en œuvre de la **mesure 4** (Formation du personnel en charge des requérants d'asile dans les centres fédéraux et cantonaux) en élaborant un module de formation E-Learning « Sécurité intérieure ». Le module de formation E-learning est obligatoire de-

puis le 1<sup>er</sup> février 2021 pour le personnel du SEM. Il sera également proposé aux organisations partenaires du SEM, responsables pour l'encadrement et la sécurité dans les centres d'asile fédéraux, aux autorités cantonales des migrations, ainsi qu'à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés.

La **mesure 5** qui concerne la sensibilisation et formation de personnes clés vise en particulier les collaborateurs du domaine social et des services de la jeunesse, qui pourront bénéficier d'un site internet spécialisé, rassemblant les informations et les outils concernant la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent adaptés à chaque canton, en cours d'élaboration par la CDAS, en collaboration avec la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) et l'Union des villes suisses. Les personnes clés d'associations de sports, de culture et de loisirs sont également visées par cette mesure. Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre au niveau cantonal : le canton du Tessin par exemple a réalisé la brochure d'information « A chi mi rivolgo » (« A qui dois-je m'adresser ? »), à l'intention des fédérations et associations sportives, associations de sport et de loisirs. De nombreux projets de formation ou de sensibilisation des personnes clés ont également été développés par les associations de la société civile, dont la Fédération des organisations islamiques de Suisse (FOIS), qui a organisé un workshop en novembre 2019 sur la thématique du discours haineux, soutenu par le Service de lutte contre le racisme et le canton de Zurich.

Les informations sur les questions religieuses (**mesure 6**) sont mises à disposition du public par des organisations telles que le Centre intercantonal d'information sur les croyances ou l'association Inforel, qui prévoit de mettre à jour sa plateforme d'information, en collaboration avec le service spécialisé Diversité et intégration du canton de Bâle-Ville.

Parmi les instruments de détection précoce (**mesure 7**) utilisés en Suisse par les polices cantonales ou autres services cantonaux, on retrouve principalement les programmes assistés par ordinateur « Screener-Islamismus » et « Ra-Prof », employés par 15 services en Suisse<sup>9</sup>. « Ra-Prof » est géré par la *Beratungs- und Anlaufstelle für Extremismus und Gewaltfragen Schweiz* (BEGS) et se décline depuis peu en deux ver-

<sup>9</sup> Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (2021). *L'évaluation des risques de radicalisation et d'extrémisme violent en contexte carcéral – analyse*, p. 9

sions, l'une pour le contexte djihadiste (« Ra-Prof Islam »), l'autre pour celui de l'extrême droite (« Ra-Prof extrémisme de droite »). La police cantonale de Zurich met à disposition des personnes spécialisées des domaines de la sécurité, du social et de l'éducation une brochure intitulée « Identität und Persönlichkeit Gesprächsführung anhand des Fünf-Säulen-Modells ». Celle-ci doit permettre, lors des entretiens avec les personnes concernées, de mettre en évidence leurs forces et leurs ressources, mais aussi le besoin de soutien et d'accompagnement afin de stabiliser leurs identités, et de chercher ensemble des solutions. Elle est complétée par un outil en ligne.

Le Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP) a publié en février 2021 plusieurs documents sur la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent en contexte carcéral, contribuant à la mise en œuvre de la **mesure 8** (renforcement des instruments d'évaluation et de gestion des risques dans l'exécution des sanctions pénales). Outre un manuel sur la thématique de la sécurité dynamique dans le domaine de la privation de liberté, le Centre a rendu une analyse sur le thème de l'évaluation et des risques de radicalisation et d'extrémisme violent en contexte carcéral. Les travaux du CSCSP s'appuient sur un mandat de la CCDJP, attribué au printemps 2018.

La CDIP a mis à jour en avril 2020 le dossier thématique « Situations de crise dans les écoles: ressources documentaires cantonales »<sup>10</sup>. Le chapitre « Radicalisation » fait état de manière non-exhaustive des organes de contact cantonaux et des procédures élaborées par certains cantons en cas de soupçon de radicalisation et cas de radicalisation avérés. En ce qui concerne les moyens d'enseignement et le matériel pédagogique ainsi que les projets qui concernent la thématique destinés aux domaines scolaire et extra-scolaire (**mesure 9**), ceux-ci sont mis à disposition par les cantons dans le cadre de leurs plans d'études respectifs (éducation à la citoyenneté et de l'enseignement du fait religieux). La Fondation Education 21 a réalisé, avec l'expertise du Bureau lausannois pour les immigrés, un dossier sur le respect et le racisme pour une utilisation en classe.

### Collaboration et coordination (mesures 10–17)

Plusieurs cantons et villes mettent en place des groupes interdépartementaux et interdisciplinaires opérationnels ou de coordination qui sont responsables de la gestion des cas de radicalisation soupçonnés ou avérés au sein des administrations ou plus largement de la population. C'est le cas par exemple du canton de Vaud, de Genève ou de Zurich, et de certaines villes comme Lausanne ou Bienne. Des structures spécialisées et de conseils en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (**mesure 10**) sont en place depuis plusieurs années dans un certain nombre de cantons, ou récemment mises en place dans les cantons de Schaffhouse (*Fach- und Beratungsstelle Radikalisierung und Extremismus*), Saint-Gall (*Fach- und Anlaufstelle Radikalisierung und Extremismus FAREX*) et Soleure (*Fachstelle Brückenbauer/ Radikalisierung*), par exemple. Des associations de la société civile, telles que l'association Tasamouh dans la région de Bienne et environ, sont actives dans ce domaine. L'association Rhizome assure soutien et conseil, entre autres, aux cantons de Genève et Vaud dans le cadre de leur plateforme cantonale respective. Le Bureau d'intervention contre la radicalisation/l'extrémisme (*Interventionsstelle gegen Radikalisierung und gewalttätigen Extremismus*) au sein de la police cantonale de Zurich a par ailleurs créé une vidéo exclusive en suisse-allemand, dans laquelle sont expliqués les phénomènes de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

Des collaborations institutionnalisées entre l'État, les associations de migrants, de sports de jeunes et de femmes, professionnels, œuvres d'entraide et organisations actives dans le domaine religieux (**mesure 11**) existent dans divers domaines. Peuvent être cités comme exemples la collaboration avec l'Union Vaudoise des Associations Musulmanes (UVAM) dans le dispositif vaudois de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent et les échanges réguliers entre l'Office fédéral de la police fedpol et certains représentants de minorités religieuses au cours desquels les aspects préventifs sont thématiques. Un autre exemple est la responsabilité de l'accompagnement spirituel des musulmans dans les institutions du canton de Zurich qui est assurée, sur mandat de ce dernier, par l'asso-

<sup>10</sup> Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) (2020). *Dossier Thématique IDES « Situations de crise dans les écoles: ressources documentaires cantonales »*, disponible sur <https://edudoc.ch/record/209669>.

ciation *Qualitätssicherung der Muslimischen Seelsorge in öffentlichen Institutionen (QuaMS)*. Le dialogue interreligieux entre communautés religieuses reconnues et autres organisations religieuses (**mesure 12**) est, dans certains cantons, organisé et assuré par les services cantonaux (par exemple le service spécialisé Diversité et intégration (*Fachstelle Diversität und Integration*) du canton de Bâle-Ville) alors que dans d'autres cantons, cette tâche est prise en charge par les organisations privées (« *Interreligiöser Dialog Schaffhausen* » par le Service spécialisé pour l'intégration (Integres) ou la « Plateforme interreligieuse du canton de Vaud créée en 2019 » par exemple).

Dans le but d'intensifier le travail de mise en réseau (**mesure 13**), plusieurs polices cantonales appliquent le modèle *Brückenbauer* (bâtitseur-euse-s de ponts) misant entre autres sur l'établissement de relations de confiance et sur le dialogue avec les associations de mosquées. Celui-ci a plus récemment été adopté par la police cantonale de Lucerne. Le concept de gestion des menaces (**mesure 14**) est actuellement répandu et utilisé par nombre de polices cantonales et municipales en Suisse.

La loi sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme a été adoptée par le Parlement et est soumise, suite au lancement d'un référendum, à la votation populaire en juin 2021. Celle-ci règle l'échange d'information entre autorités fédérales et cantonales et contribue ainsi à la mise en œuvre de la **mesure 15a**. En ce qui concerne l'échange d'information horizontal et vertical intra-cantonal (**mesure 15b**), une directive réglant l'échange d'information entre le service de renseignement cantonal et le service d'application des peines et des mesures (SAPEM) a été édictée en mai 2020 dans le canton du Valais. Une nouvelle base juridique pour l'échange d'information entre les autorités est élaborée dans le cadre de la révision de la loi sur la police dans le canton de Schwyz.

### Lutte contre les idéologies et les groupements extrémistes (mesures 18–20)

Les mesures destinées à promouvoir la citoyenneté, renforcer la démocratie et prévenir les discriminations (**mesure 18**) et les interventions ciblées auprès des enfants et des jeunes dont la sécurité ou le développement est ou peut être considéré comme compromis

(**mesure 19**) développées en 2018 ou antérieurement ont pour la plupart été renouvelées durant la période couverte par ce rapport. Plusieurs initiatives sont mises en œuvre au niveau cantonal dans le cadre des programmes d'intégration cantonaux 2018–2021, par exemple, mais également par les organisations de la société civile au niveau local. Plusieurs projets s'adressant aux enfants et aux jeunes en milieu scolaire et extrascolaire et contribuant à la mise en œuvre de ces mesures du PAN ont reçu un soutien financier en 2019 ou 2020 dans le cadre du programme d'impulsion. Par exemple, la ville de Bienne met en place des ateliers de discussion participatifs « *Unverhandelbare Werte: Eine Frage der Perspektive?* » pour les enfants, adolescents et leurs parents. La ville de Winterthur (service communal spécialisé Extrémisme et prévention de la violence) en collaboration avec le service cantonal Prévention et sécurité des écoles et deux organisations non-gouvernementales locales proposent un projet « Zoom sur l'extrémisme », qui prévoit des projections de films et activités annexes dans les écoles. L'association *National Coalition Building Institute* (NCBI) Schweiz forme, dans le cadre de son projet « *Brückenbauer\_innen für Frieden und gegen Extremismus* », plusieurs personnes réfugiées âgées de 14 à 35 ans dans le cadre d'activités diverses (accompagnement individuel, séminaires etc.) dans le but de lutter activement contre la violence, la radicalisation et l'extrémisme, et de favoriser la compréhension, la tolérance et la déconstruction des préjugés.

Dans le cadre de son point fort « Extrémisme et radicalisation » mis en œuvre de 2017 à 2019, la Plateforme nationale Jeunes et médias de l'Office fédéral des assurances sociales a cofinancé quatre projets pilotes visant à produire des contre-discours et des discours alternatifs empêchant la radicalisation sur Internet, respectivement luttant contre celle-ci (**mesure 20**). Ces derniers ont été soumis à une évaluation scientifique, dont les résultats font l'objet d'une brochure « Discours de prévention de la radicalisation sur Internet », publiée en 2020, pouvant servir de guide pour de futurs projets.

### Désengagement et réintégration (mesures 21–24)

Le catalogue référentiel de mesures pour favoriser le désengagement en matière de radicalisation et la réintégration dans la société (**mesure 21**), élaboré en

2020 par le pool d'experts (**mesure 24**) complète le rapport « Le désengagement dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales » publié par le CSCSP, qui contient des recommandations pour la prise en charge des personnes auteures d'infractions violentes, radicalisées et extrémistes. Ce dernier s'adresse notamment aux décideurs au sein des autorités judiciaires, des services pénitentiaires et de probation et des offices d'exécution des peines. Ces mesures sont donc mises en œuvre.

En outre, un travail dans le domaine du désengagement et de la réintégration est effectué par des organisations telles que l'UVAM, qui accompagne les personnes potentiellement concernées, également dans le cadre d'une collaboration prévue avec les autorités. Le *Zentrum Kinder- und Jugendforensik* de la *Klinik für Forensische Psychiatrie (PUK Zürich)* propose des programmes d'intervention psychoéducative et psychothérapeutique pour les jeunes ou jeunes adultes radicalisés qui font l'objet d'une procédure pénale.

Les **mesures 22 et 23** (Autorité compétente pour la prise en charge des personnes radicalisées hors procédure pénale et exécution des peines et Soutien aux professionnels pour l'accompagnement des familles et des proches des personnes radicalisées) n'ont pas connu de développement durant la période couverte.

### Collaboration internationale (mesures 25–26)

Dans le cadre de la **mesure 25**, la Suisse a participé à différentes conférences internationales permettant l'échange international d'informations sur les évolutions actuelles et d'expériences et plus particulièrement à l'élaboration, dans le cadre de la mise en œuvre des Recommandations de Zurich-Londres entérinées par les membres du *Global Counterterrorism Forum (GCTF)*, d'une boîte à outils politique (*policy toolkit*) disponible dès 2019. Celle-ci propose aux décideurs politiques et aux experts gouvernementaux des orientations sur les bonnes pratiques, des études de cas et des références aux initiatives et pratiques existantes à l'échelon international et régional en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme en ligne. Les réseaux internationaux existants tels que le GCTF, mais aussi l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *Strong Cities Network (SCN)*, *Radicalisation Awareness Network*

(RAN), dont la Confédération et certaines villes suisses sont membres, participent à cette collaboration et échange au niveau international.

Les efforts en politique extérieure en matière de prévention de l'extrémisme violent (**mesure 26**) se reflètent dans l'engagement durable et à long terme du DFAE à éradiquer les causes directes et structurelles dans le cadre de la coopération internationale, dans les pays et régions qui sont touchés par des conflits, qui ont des structures étatiques faibles ou qui se trouvent dans une phase de transition. Il s'agit notamment de la poursuite de la mise en œuvre en 2019–2020, du Plan d'action de politique étrangère de la Suisse pour la prévention de l'extrémisme violent, adopté en avril 2016 ; parmi une soixantaine d'activités diverses, on compte plusieurs rencontres régionales en Afrique, le soutien à divers projets de recherche appliquée, du renforcement de capacité ou encore l'appui à des processus nationaux d'élaboration de politiques publiques en matière de prévention de l'extrémisme violent.



# 7. Bilan



De nombreux projets et programmes qui ont pour objectif la prévention de la radicalisation et l'extrémisme violent et contribuant à l'implémentation des mesures du PAN ont été introduits ou consolidés au cours des deux dernières années. Au total, 35 projets ont été cofinancés dans le cadre du programme d'impulsion nationale, contribuant aussi à la mise en œuvre des mesures. Depuis son adoption en décembre 2017, la mise en œuvre du PAN se poursuit ainsi à un rythme relativement soutenu. Un nombre très faible de mesures n'ont peu ou pas connu de développement au cours de la période couverte. Néanmoins, la majorité des initiatives existantes à l'heure actuelle en Suisse n'ont que très rarement pour objectif la prévention des formes de radicalisation autres que djihadiste.

Plusieurs mesures sont déjà bien implantées, dont la mesure 4 (Formation du personnel en charge des requérants d'asile dans les centres fédéraux et cantonaux), avec l'élaboration du module de formation E-Learning qui est dorénavant proposé au personnel concerné. En outre, les produits du CSCSP, publiés en début d'année, contribuent fortement à la mise en œuvre de la mesure 8 (Renforcement des instruments d'évaluation et de gestion des risques dans l'exécution des sanctions pénales). Ils apportent une contribution importante, notamment à la lumière des récentes attaques de Morges et de Lugano, aux questions de détection précoce des tendances de radicalisation dans le système d'exécution des peines.

La question de la gestion du retour au pays des djihadistes partis de Suisse a été un accélérateur pour la constitution du pool d'experts au niveau national et l'élaboration du catalogue référentiel, mesures 21 et 24 du PAN, qui peuvent être considérées comme mises en œuvre. Un travail non négligeable dans le domaine du désengagement et de la réintégration a également été effectué par les cantons concernés, soutenus dans certains cas par les organisations de la société civile.

Sur le plan global et multilatéral (mesure 25 et 26), la Suisse continue à faire entendre sa voix. La révision de la Stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme, prévue en juin 2020 et repoussée à mi-2021 du fait de la pandémie, est une occasion pour notre pays de faire valoir des messages forts, relatifs en particulier au renforcement du pilier 4 « respect du droit international » de la Stratégie, ainsi que le caractère inclusif des tra-

voux conduits à ce titre (notamment la participation de la société civile).

La thématique, notamment liée à d'éventuels retours de personnes radicalisées et à la libération future de personnes radicalisées avant ou pendant leur incarcération, continue de faire l'objet de préoccupations certaines. En outre, le développement de nouvelles formes d'extrémisme violent telles que la perpétration d'actes de violence visant des minorités est observé en Suisse. Ces constats et évolutions ont pour conséquence la nécessité d'adapter le dispositif national de prévention contre la radicalisation et les formes les plus diverses d'extrémisme violent et le développer.

# 8. Annexes



## 8.1 Aperçu des projets et programmes mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN)

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>Connaissances et expertise</b>		
<b>M 1 : Lancement de projets de recherches et d'études sur la radicalisation et l'extrémisme violent en Suisse</b>		
Étude <a href="#">«<u>Verbreitung extremistischer Einstellungen und Verhaltensweisen unter Jugendlichen in der Schweiz</u>»</a> (novembre 2018)	Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (Soziale Arbeit) (ZHAW) et Haute École de Travail Social Fribourg	
Étude exploratoire <a href="#">«<u>Hintergründe jihadistischer Radikalisierung in der Schweiz</u>»</a> (juillet 2015)	ZHAW	
Étude <a href="#">«<u>Rolle islamischer Betreuungspersonen und muslimischer Gemeinschaften bei der Prävention islamistischer Radikalisierung unter besonderer Berücksichtigung der Aus- und Weiterbildung von Imamen in der Schweiz</u>»</a>	ZHAW (mandat attribué par l'OFJ en avril 2019)	
<a href="#">Aktualisierte Bestandesaufnahme und Entwicklungen dschihadistischer Radikalisierung in der Schweiz – Aufdatierung einer explorativen Studie zu Prävention und Intervention</a> (juin 2019)	ZHAW	
Étude <a href="#">«<u>Einflussfaktoren extremistischer Einstellungen unter Jugendlichen in der Schweiz</u>»</a> (novembre 2019)	ZHAW	
Forschung und Lehre zu Radikalisierung/Extremismus	FHS St. Gallen – Hochschule für Angewandte Wissenschaften	Etudiant-e-s (travail social)
Recherche « <u>Salafismus in der deutschsprachigen Schweiz</u> » (2019–2021)	Zentrum Religionsforschung, Université de Lucerne	

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
Étude <a href="#">«Bildungswege von Imamen aus der Schweiz»</a> (Décembre 2019)	Centre Suisse Islam et Société (CSIS), Université de Fribourg	
Étude exploratoire <a href="#">«L'aumônerie dans les institutions publiques. Formes institutionnelles et collaborations interreligieuses»</a> (début : septembre 2020)	CSIS	
<b>M 2 : Offres de formation et de perfectionnement pour professionnels</b>		
Formation continue <a href="#">«Radicalisation en milieu pénitentiaire : profils, processus et mécanismes de gestion»</a>	Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP)	Personnel des établissements de privation de liberté, des autorités de probation, de placement et d'exécution
<a href="#">10. Schweizer Fachtagung «Erscheinungsformen von Jugendgewalt – Hintergründe und Präventionsmöglichkeiten»</a>	Centre suisse en matière de violence (SIFG)	
Séminaire de formation continue <a href="#">«Islam, Jihad und Jugendliche Präventionsansätze gegen Radikalisierungsprozesse»</a> (8 octobre 2019)  <a href="#">CAS – Prévenir les extrémismes. Idéologies, religions, violence(s)</a>	CSIS	Etudiant-e-s et personnes spécialisées dans le travail avec les jeunes, le travail social, des domaines de la sécurité, de la formation etc.
Ateliers de formations <a href="#">«Organisations musulmanes comme actrices sociales 2»</a>		
Reconnaissance/prévention de la radicalisation au sein du département de l'exécution des sanctions pénales, développement du concept et formation	Département de l'exécution des sanctions pénales, canton de Soleure	Employé-e-s des établissements pénitentiaires et des centres de détention provisoire du canton de Soleure
Séminaire spécialisé <a href="#">«Herausforderung (radikalisierte) Islam – ein mehrperspektivisches Fachseminar für die Praxis»</a>	Haute École de Lucerne (travail social)	Animateurs-trices de jeunesse, enseignant-e-s, professionnel-le-s des domaines sociaux et de l'éducation
Enseignement au sujet de la radicalisation/extrémisme	Haute école pédagogique, Saint-Gall	Personnel enseignant de l'école obligatoire

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
Offres de formation continue (sur demande)	Service de l'action sociale, canton de Schaffhouse	Personnes clés du service de l'action sociale du canton
Formation de sensibilisation au phénomène de la radicalisation religieuse en prison	Service de renseignement de la Confédération	Personnel des établissements pénitentiaires, application des sanctions pénales, services de renseignement cantonaux
Sensibilisation, formation et mise à disposition de matériel d'instruction	<a href="#">Service spécialisé Extrémisme dans l'armée (S spéc EX A)</a>	Cadres de l'armée et personnel du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et du sport (DDPS)
Formation « Nachrichtendienstliche und extremistische Gefahren »	Police de la ville de Soleure	Employé-e-s de la police de la ville de Soleure
<a href="#">Projet pilote de formation continue sur le phénomène de l'extrémisme violent et la gestion des réseaux sociaux</a> (devrait être proposé à d'autres écoles en 2021)	Plateforme pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent du canton du Tessin (Piattaforma di prevenzione della radicalizzazione ed estremismo violento) en collaboration avec la Division de la formation professionnelle du DECS (Office cantonal de l'éducation, de la culture et du sport) et le Centre technique professionnel de Lugano-Trevano	Personnel enseignant
Formation « Prévenir la radicalisation. Déconstruire, contextualiser et agir »	Bureau lausannois pour les immigrés (BLI) en collaboration avec le Centre d'éducation permanente (CEP)	Collaboratrices et collaborateurs de la Ville de Lausanne
Formation « Extrémisme »	Justizvollzug und Wiedereingliederung, Direktion Justiz und Inneres, canton de Zurich	Personnes spécialisées du domaine de l'exécution des peines
<b>M 3 : Formation et perfectionnement professionnel de personnes accompagnantes dans un contexte religieux</b>		
Formation continue <a href="#">«Aumônerie et accompagnement dans un contexte interreligieux»</a>	CSIS en collaboration avec l'association QuaMS – Qualitätssicherung der Muslimischen Seelsorge in öffentlichen Institutionen	Accompagnateurs-trices spirituel-le-s des institutions publiques (hôpitaux, aumônerie d'urgence, etc.) résidant dans le canton de Zurich
CAS <a href="#">«Muslimische Seelsorge in öffentlichen Institutionen»</a>	CSIS	Imams et accompagnateurs-trices spirituel-le-s des institutions publiques

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<a href="#">Atelier « Les imams en tant qu'acteurs dans la communauté et la société : défis, rôles perspectives »</a> (17–18 juin 2019)	CSIS avec le soutien de la Fédération d'organisations islamiques de Suisse (FOIS)	Imams
<a href="#">CAS « Religiöse Pluralität in Theorie und Praxis »</a>	Université de Bâle	Religieux-ses, enseignant-e-s, accompagnateurs-trices spirituel-le-s travaillant en milieu hospitalier ou pénitentiaire, bénévoles travaillant dans un cadre interreligieux
<a href="#">CAS « Religious Care im Migrationskontext »</a>	Université de Berne	Membres de diverses communautés religieuses chargés de tâches d'accompagnement religieux
<a href="#">Formation (CAS) pour les imams et les enseignants de l'instruction religieuse islamique</a> (2018–2019)	Université de Genève	Imams et enseignant-e-s d'instruction religieuse islamique
Programme d'enseignement pour le personnel d'assistance et d'enseignement religieux	Service spécialisé pour l'intégration Integres, canton de Schaffhouse	Imams des mosquées du canton de Schaffhouse, personnes responsables de l'assistance ou de l'enseignement religieux

#### M 4 : Formation du personnel en charge des requérants d'asile dans les centres fédéraux et cantonaux

Élaboration du module de formation E-Learning « Sécurité intérieure » (disponible à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2021)	SEM	Destiné au personnel du SEM et au personnel des organisations partenaires du SEM, actives dans le domaine de la migration
---	-----	---

#### M 5 : Sensibilisation et formation de personnes clés

Projet : imbattable <a href="#">« Unschlagbar »</a>	Office de la ville de Zurich pour la prévention de la violence (Fachstelle für Gewaltprävention der Stadt Zürich)	Associations de sport et de loisirs
Projet « courage civique » et son <a href="#">manuel</a>	Office de la ville de Zurich pour la prévention de la violence	Écoles et associations de la ville de Zurich
Guide <a href="#">« Radikalismus – Vorgehen an Schulen der Stadt Zürich bei Verdacht auf Radikalisierung »</a>	Office de la ville de Zurich pour la prévention de la violence	Ecoles obligatoires de la ville de Zurich

<b>Instrument/projet</b>	<b>Prestataire</b>	<b>Bénéficiaires</b>
Sensibilisation et formation des personnes clés des associations sportives de la ville de Berne	Fachstelle Gewaltprävention der Stadt Bern (bureau de prévention de la violence de la ville de Berne)	Personnel des associations et clubs sportifs, jeunes, parents, personnes spécialisées
<a href="#">Netzwerk Gewaltschutz, um Austausch und Sensibilisierung von Fachpersonen zu fördern</a>	Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures	Personnes spécialisées
Table ronde régionale périodique dans la région de Thoune pour la mise en réseau, sensibilisation et détection précoce des cas à risque	Police cantonale, ministère public des mineurs, APEA, service social, service de la formation de la ville de Thoune	
<a href="#">KIT-forum</a>	Département de la santé et promotion de la santé, canton de Bâle-Campagne	Personnes spécialisées
Formation de sensibilisation et d'information sur les questions liées à la radicalisation violente	Institutions partenaires de Gardez le lien, notamment le BIE, la FASE, le DIP, l'Hospice Général ainsi que l'association Rhizome	Professionnel-le-s concerné-e-s par la problématique (personnel des foyers d'hébergement dans le domaine de l'asile, cadres de l'Office cantonal de la détention, personnel de la FASE et du DIP)
Formations à la prévention de la radicalisation des fans de football et mise en place d'un réseau entre professionnels	Okaj Zürich (association faitière du canton de Zurich pour la promotion des jeunes et des enfants)	Animateurs-trices de jeunesse, animateurs-trices dans le domaine du sport, personnel des administrations, travailleurs sociaux des écoles
<a href="#">Formations en ligne</a> sur la prévention de l'extrémisme violent (en français et anglais)	<i>Strong Cities Network</i> (SCN)	Praticien-ne-s des villes membres du SCN, politiques, enseignant-e-s
<a href="#">Guide sur les procédures à suivre dans les écoles</a>	Schulpsychologischer Dienst, Canton de Saint-Gall	Écoles et personnel enseignant
Évènements publics pour les personnes clés	Kantonale Integrationsförderung, Amt für Soziales, canton de Saint-Gall	Professionnel-le-s et particuliers impliqué-e-s dans l'accueil des nouveaux arrivant-e-s
Séances d'information	Canton du Jura	Personnel pénitentiaire
Factsheet sur la radicalisation	Police cantonale, Canton du Jura	Chef-fe-s de service du canton du Jura

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
Guide sur la radicalisation	Département Affaires sociales, canton de Schaffhouse	Personnel accompagnant dans les domaines de l'asile
Fiche d'information <a href="#">«Präventionsmassnahmen zur Verhinderung von Radikalisierung»</a> (janvier 2018)	Département de la formation, de la culture et du sport, canton d'Argovie	Directions des écoles, personnel enseignant, référent-e-s, personnel soignant, parents
Fiche d'information <a href="#">«Präventionsmassnahmen zur Verhinderung von Radikalisierung»</a> (janvier 2018)	Département de la santé et des affaires sociales, canton d'Argovie	Personnes spécialisées dans les domaines asile, migration et social
Guide <a href="#">«Procédure à suivre dans les écoles en cas de soupçon de radicalisation»</a> (mai 2017)	Bureau de prévention de la radicalisation de la ville de Berne	Écoles
Guide <a href="#">«Procédure à suivre en cas de soupçon de radicalisation»</a> (juillet 2017)	Bureau de prévention de la radicalisation de la ville de Berne	
Table ronde autour du dialogue interculturel et de la prévention de la radicalisation (10 mai 2019) dans le cadre du projet «Partir sur mars»	Association Théâtre albanais «Kurora», Nyon	
Workshop contre les propos haineux (Hate speech) (23.11.2019)	Fédération des organisations islamiques de Suisse (FOIS), avec le soutien du Service de lutte contre le racisme (SLR) et le canton de Zurich	Personnes clés
Informations et outils pour les services sociaux et les professionnels travaillant avec des jeunes et des jeunes adultes concernant la radicalisation et l'extrémisme violent, y compris un instrument de détection précoce adapté (mesure 7), (en cours d'élaboration)	Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales CDAS, Conférence suisse des institutions d'action sociale CSIAS et Union des villes suisses	Responsables cantonaux de l'action sociale, responsables cantonaux de la politique de l'enfance et de la jeunesse, assistant-e-s sociaux des services sociaux, professionnel-le-s travaillant avec des jeunes et des jeunes adultes
Brochure <a href="#">«A chi mi rivolgo?»</a> («A qui dois-je m'adresser?»)»	Canton du Tessin (Ufficio del sostegno a enti e attività per le famiglie e i giovani UFaG), Associazione SportForPeace, Cool and Clean, Radix Svizzera italiana, Zonaprotetta	Fédérations et associations sportives, personnes clés d'associations de sport et de loisirs

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
Brochure et Flyer <a href="#">« Radicalizzazione – Come gestire persone e gruppi estremisti e radicalizzati »</a>	Plateforme pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, Canton du Tessin (Piattaforma di prevenzione della radicalizzazione e dell'estremismo violento)	
Projet « Inklusion und Diversität in Jugendverbänden fördern und entwickeln » (brochure informative et de sensibilisation)	Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ), en collaboration avec le Mouvement Scout de Suisse, l'association suisse de la jeunesse catholique Jubla (Jungwacht Blauring Schweiz) et les Unions chrétiennes suisses U.C.S	Organisations membres du CSAJ, responsables des organisations de jeunesse
« Prävention von Radikalisierung und Extremismus in Nidau » (sensibilisation des personnes clés, renforcement des échanges, encouragement du dialogue interreligieux, etc.)	Integrationsfachstelle, Ville de Nidau	Personnes clés mais également population, communautés religieuses, etc.
<b>M 6 : Informations sur les questions religieuses</b>		
Point de contact et de coordination : coordination de la collaboration interne dans la Confédération et point de contact pour les autorités cantonales ainsi que pour les communautés religieuses pour les questions en rapport avec la religion	<a href="#">Office fédéral de la justice</a>	Autorités et représentant-e-s des communautés religieuses
Informations sur les questions religieuses	<a href="#">Relinfo</a>	
<a href="#">Plateforme d'information sur les communautés religieuses Inforel</a> (mise à jour et relaunch du site en 2021)	Service spécialisé Diversité et intégration du canton de Bâle-Ville et association Inforel	Population, autorités, enseignant-e-s, personnes intéressées
Informations sur les questions religieuses	<a href="#">Infosekta</a>	
<a href="#">« Religionsvielfalt im Kanton Luzern »</a>	Université de Lucerne	

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
Recensement des communautés religieuses du canton de Vaud	<a href="#">Recensement des communautés religieuses du canton de Vaud</a>	
« Dialogues en route » <a href="#">Offres de visites et parcours thématiques dans toute la Suisse</a> et matériel pédagogique	IRAS COTIS	Elèves, jeunes adultes, personnes-clés
<b>M 7 : Utilisation d'instruments de détection précoce</b>		
<a href="#">Ra-Prof Islam et Ra-Prof Extrémisme de droite</a>	Beratungs- und Anlaufstelle für Extremismus und Gewaltfragen Schweiz (BEGS)	Divers services en Suisse
<a href="#">DeRa-Prof Islam et DeRa-Prof Extrémisme de droite</a> (déradicalisation)		
Screeener-Islamismus	Institut de psychologie et de gestion de la menace de Darmstadt (Institut Psychologie & Bedrohungsmanagement Darmstadt (I:P:Bm))	
Groupe spécialisé « Détection précoce »	Ville de Lucerne	Personnes spécialisées de différents domaines de la ville de Lucerne
Réunion hebdomadaire pour la détection précoce des cas de radicalisation	<a href="#">Kinder- und Jugendfachstelle Aaretal</a>	Spécialistes de l'Office de l'enfance et de la jeunesse d'Aaretal (Kinder- und Jugendfachstelle Aaretal)
Manuel <a href="#">« Identität und Persönlichkeit – Gesprächsführung anhand des Fünf-Säulen-Modells »</a> et outil en ligne (Online-Tool)	Bureau d'intervention contre la radicalisation/l'extrémisme (Interventionsstelle gegen Radikalisierung/Extremismus), police cantonale, Zurich	
<b>M 8 : Renforcer les instruments d'évaluation et de gestion des risques dans l'exécution des sanctions pénales</b>		
<a href="#">Exécution des sanctions orientée vers les risques (ROS)</a>		Autorités d'exécution des sanctions pénales
Manuel <a href="#">« La sécurité dynamique dans le domaine de la privation de liberté »</a> et outil d'apprentissage en ligne (disponible dès 2021)	CSCSP	Employé-e-s ayant des fonctions de direction dans les établissements pénitentiaires, employé-e-s des autorités pénitentiaires cantonales, chercheurs-euses.



Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<a href="#">Analyse « L'évaluation des risques de radicalisation et d'extrémisme violent en contexte carcéral »</a>	CSCSP	
<b>M 9 : Élaboration et mise à disposition de matériel pédagogique pour utilisation en et hors contexte scolaire</b>		
<a href="#">« Guide du personnel enseignant pour la prévention de l'extrémisme violent »</a>	UNESCO	Personnel enseignant
Manuel scolaire (allemand) : <a href="#">« Integration fördern, Radikalisierung erkennen »</a> (2017)	<i>European Foundation for Democracy</i>	
<a href="#">Cahier sur l'extrémisme « Sichergesund »</a> (septembre 2017)	Service de la santé, service des affaires sociales, service de l'enseignement obligatoire, police cantonale, canton de Saint-Gall	Personnel enseignant de l'école obligatoire
<a href="#">Matériel d'enseignement « Radicalisation et extrémisme »</a>	Service de la santé, service des affaires sociales, service de l'enseignement obligatoire, police cantonale, canton de Saint-Gall	Acteur-trice-s du domaine scolaire ainsi que du domaine du travail avec les enfants et les jeunes
Film « Radikal »	Service de la santé, service des affaires sociales, service de l'enseignement obligatoire, police cantonale, canton de Saint-Gall	Élèves et personnel enseignant des écoles obligatoires, parents
Brochure d'information pour les parents <a href="#">« Parler de radicalisation et d'extrémisme aux enfants »</a>	Bureau d'intervention contre la radicalisation/l'extrémisme (Interventionsstelle gegen Radikalisierung/Extremismus), police cantonale, Zurich	Parents, personnes de référence
Fiche d'information et présentation sur le thème de la radicalisation (2017)	Département de l'éducation, canton de Schaffhouse	Personnel enseignant
<a href="#">Dossier thématique « Du respect, pas de racisme »</a>	Fondation Education 21, en collaboration avec le Bureau lausannois pour les immigrés	Écoles, tous les cycles

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>Collaboration et coordination</b>		
<b>Principe</b>		
Plateforme de prévention socio-éducative des radicalisations violentes		Canton de Genève
Groupe opérationnel de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent		Canton de Vaud
Réseau Contra		Canton de Zurich (police cantonale)
<a href="#">Task-Force Radikalisierung</a>		Canton de Bâle-Ville (collaboration avec le canton de Bâle-Campagne)
Netzwerk Gewaltprävention		Canton d'Uri
Fachgruppe Extremismus- und Gewaltprävention		Ville de Bienne
Groupe de travail interservices		Ville de Lausanne
Konzept Rad-Ex (mise en réseau des acteurs pertinents)		Wil
<a href="#">Kerngruppenmodell</a> (organe de collaboration interdisciplinaire et de coordination chargé de déceler de manière précoce les risques de violence et de prendre les mesures nécessaires)		Ville de Zurich
Arbeitsgruppe Prävention und Bekämpfung von Radikalisierung und Extremismus		Union des villes suisses
<i>Modèle de Vilvorde</i>		<i>Vilvorde, Belgique</i>
<i>Modèle d'Aarhus</i>		<i>Danemark</i>

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>M 10 : Structures spécialisées et de conseils en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent<sup>11</sup></b>		
<a href="#">Gardez le lien</a> (Dispositif pour la prévention des radicalisations religieuses et politiques violentes)	Bureau de l'intégration des étrangers (BIE) du Canton de Genève	Professionnel-le-s des institutions privées et publiques, particuliers (familles, proches)
<a href="#">Fachstelle Gewaltprävention Stadt Bern</a> (Bureau de prévention de la violence de la ville de Berne)	Ville de Berne	
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Police cantonale, Bâle-ville	Parents, personnel enseignant
<a href="#">Fachstelle Extremismus und Gewaltprävention Winterthur</a> (office de l'extrémisme et de la prévention de la violence de la ville de Winterthur)	Winterthur	Population, personnes spécialisées des domaines scolaire, de la formation professionnelle, du travail social
<a href="#">Fachstelle für Gewaltprävention der Stadt Zürich</a> (office de la ville de Zurich pour la prévention de la violence)	Ville de Zurich	
<a href="#">Ansprechstelle Extremismus- und Gewaltprävention</a> (Centre de contact pour la prévention de l'extrémisme et de la violence)	Direktion Soziales und Sicherheit, Bienne	Personnes concernées, Population, administration communale, police cantonale, canton
Structure spécialisée	<a href="#">Institut suisse pour les questions de violence</a> (SIFG)	Administrations cantonales et communales, privés, etc.
Structure spécialisée de prévention et de conseils (consultation, médiation et information) en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent	<a href="#">Association Tasamouh</a> , Bienne	

<sup>11</sup> La liste des structures cantonales spécialisées et de conseils est publiée sur le [site du RNS](#).

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<a href="#">Dispositif de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent</a>	Département de l'environnement et de la sécurité (DES), canton de Vaud	Grand public, professionnel-le-s de l'administration cantonale vaudoise, les établissements scolaires, les communes, le secteur associatif, les communautés religieuses, les familles et personnes concernées
<a href="#">Plateforme pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent</a> (Piattaforma di prevenzione della radicalizzazione ed estremismo violento)	Canton du Tessin	Population
<a href="#">Bureau d'intervention contre la radicalisation/l'extrémisme</a> , (Interventionsstelle gegen Radikalisierung und gewalttätigen Extremismus)	Police cantonale, Zurich	Différents services, personnes concernées ainsi que personnes spécialisées
Vidéo « <a href="#">Formen des Extremismus einfach erklärt</a> » (suisse-allemand)		
<a href="#">Structure spécialisée et de conseil en prévention de la radicalisation et l'extrémisme</a>	Police cantonale, Schaffhouse	Population, autorités, institutions
(Fach- und Beratungsstelle Radikalisierung und Extremismus)		
<a href="#">Structure spécialisée et de conseil en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme</a>	Kriseninterventionsgruppe des Schulpsychologischen Dienstes, canton de Saint-Gall	Population, jeunes, personnes spécialisées
(Fach- und Anlaufstelle Radikalisierung und Extremismus FAREX)		
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Département de la formation et de la culture, canton de Glaris	
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Département de la formation, de la culture et du sport, canton d'Argovie	Parents, entraîneur-euse-s, animateur-trice-s de jeunesse, directeur-trice-s d'établissements, enseignant-e-s
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Département de la santé et des affaires sociales, canton d'Argovie	Personnes spécialisées des domaines de l'asile, de la migration et du social

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
Adresse e-mail et numéro d'appel dédiés aux signalements de radicalisation	Canton du Valais	Population
Adresse e-mail dédiée aux signalements de radicalisation et centrale téléphonique	Canton du Jura	Population
<a href="#">Service spécialisé Brückenbauer/Radicalisation</a> (Fachstelle Brückenbauer/Radikalisierung)	Canton de Soleure	Services cantonaux, personnes spécialisées, associations, population, etc.
Centrale d'annonce, de conseil et de coordination dans le domaine « Extrémisme et armée »	<a href="#">Service spécialisé Extrémisme dans l'armée (S spec EX A)</a>	Militaires et civils
<a href="#">Information sur l'offre en matière de protection contre la discrimination et l'extrémisme de droite</a>	Gemeinsam gegen Gewalt und Rassismus gggfon	Population, personnes spécialisées
<a href="#">Service confidentiel d'information, de conseil et d'accompagnement sur les questions religieuses</a> (mandat des dispositifs genevois et vaudois de prévention de la radicalisation violente)	Association Rhizome Pôle de compétences sur les questions religieuses et idéologiques	Particuliers et professionnels
<b>M 11 : Collaboration institutionnalisée entre l'État, les associations de migrants, de sports, de jeunes et de femmes, professionnels, œuvres d'entraide et organisations actives dans le domaine religieux</b>		
Délégué aux questions religieuses	Service des affaires religieuses du canton de Vaud	
<a href="#">Communauté pour l'intégration et la cohésion multiculturelle</a>	Département de l'économie et de l'action sociale du canton de Neuchâtel, Service de la cohésion multiculturelle	
Loi sur la reconnaissance des autres communautés religieuses (LRCR)	Canton de Neuchâtel	
<a href="#">Zürcher Institut für interreligiösen Dialog (ZIID)</a>	Zürcher Institut für interreligiösen Dialog	

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<a href="#">Zürcher Forum der Religionen</a> – regroupement de communautés religieuses et d’institutions étatiques du canton de Zurich (lien entre les cinq grandes religions mondiales)	Association (représentants-e- des communautés religieuses et de l’état)	Dialogue interreligieux et échange entre institutions politiques et religieuses.
<a href="#">Aumônerie musulmane et accompagnement dans les institutions publiques du canton de Zurich</a>	QuaMS – Qualitätssicherung der Muslimischen Seelsorge in öffentlichen Institutionen (Association constituée de deux membres : le canton de Zurich et la faîtière des organisations islamiques de Zurich VIOZ)	
Contacts réguliers avec une quarantaine d’organisations religieuses locales	Plateforme pour la prévention de la radicalisation et de l’extrémisme violent du canton du Tessin (Piattaforma di prevenzione della radicalizzazione ed estremismo violento)	
Travail de prévention au sein et avec les communautés musulmanes	Union Vaudoise des Associations musulmanes UVAM (certaines activités sont prévues en collaboration avec la plateforme cantonale vaudoise)	Communautés et associations musulmanes
<b>M 12 : Dialogue interreligieux entre communautés religieuses reconnues et autres organisations religieuses</b>		
<a href="#">Interreligiöser Dialog Schaffhausen</a>	Service spécialisé pour l’intégration Integres, région Schaffhouse	Communautés religieuses, population
<a href="#">Runder Tisch der Religionen beider Basel</a>	Fachstelle Diversität und Integration, canton de Bâle-Ville	
Dialogue interreligieux	<a href="#">Conseil suisse des religions</a>	
Dialogue interreligieux	<a href="#">IRAS COTIS</a> – Communauté de travail interreligieux des communautés religieuses représentées en Suisse	
Dialogue interreligieux	<a href="#">Plateforme interreligieuse de Genève</a>	
Dialogue interreligieux	<a href="#">Plateforme interreligieuse du canton de Vaud</a>	

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<a href="#">Interreligieuse Dialog- &amp; Aktionswoche ida</a>	Department des Innern, Amt für Soziales, Kompetenzzentrum Integration und Gleichstellung (KIG), canton de Saint-Gall	
<a href="#">Table Ronde des Religions</a>	Association « Forum des questions actuelles », Bienne	
Réunions d'échange sur la religion, la foi et la spiritualité dans le travail avec les jeunes	Okaj Zürich (association faitière du canton de Zurich pour la promotion des jeunes et des enfants)	Représentant-e-s des différentes appartenances religieuses qui sont responsables du travail avec les jeunes ou de l'aumônerie de jeunesse au sein de leur institution
Dialogue interreligieux	<a href="#">Fachstelle Kirche im Dialog, Bern</a>	
Dialogue interreligieux entre les communautés religieuses reconnues	Service spécialisé pour l'encouragement de l'intégration, Winterthour	
<b>M 13 : Intensification du travail de mise en réseau de la police</b>		
<a href="#">Modèle « Brückenbauer » (Interkulturelles Netzwerk)</a>	Police cantonale, Zurich	
Modèle « Brückenbauer »	Ville de Soleure (intégration du modèle Brückenbauer en planification)	
	<a href="#">Police de la ville de Winterthour</a>	
	<a href="#">Police de la ville de Zurich</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Berne</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Lucerne</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Soleure</a>	
<a href="#">Police de proximité</a>	Police cantonale, Fribourg	

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<a href="#">Entité Proximité</a>	Service communal de la sécurité, Neuchâtel	
<a href="#">Cours «Brückenbauer»</a>	Institut Suisse de Police (ISP)	Employé-e-s de police qui travaillent comme «Brückenbauer» ou intègrent cette activité dans leurs corps respectifs
<b>M 14 : Mise en place et introduction du concept de la gestion des menaces</b>		
<a href="#">Cours «Gestions des menaces»</a>	Institut Suisse de Police (ISP)	Corps de police
<a href="#">RADAR-iTE</a> (analyse basée sur des règles d'auteurs potentiellement destructeurs pour l'évaluation d'un risque aigu – terrorisme islamiste)	Office d'exécution des peines du canton de Zurich Bundeskriminalamt Deutschland (BKA)	Polices en Suisse, en Allemagne et en Autriche
Instrument d'évaluation des risques TRAP-18 (Terrorist radicalization assessment protocol)	Meloy & Gill, 2016	
Gestion cantonale des menaces	Police cantonale, Argovie	
	<a href="#">Police cantonale, Bâle-Campagne</a>	
	Police cantonale, Bâle-Ville	
	<a href="#">Police cantonale, Berne</a>	
	Police cantonale, Fribourg	
	<a href="#">Police cantonale, Glaris</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Neuchâtel</a>	
	Police cantonale, Nidwald (en cours)	



Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
	Police cantonale, Saint-Gall	Population, entreprises, autorités
	<a href="#">Police cantonale, Soleure</a>	
	Police cantonale, Tessin	
	<a href="#">Police cantonale, Thurgovie</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Zurich</a>	
	<a href="#">Canton de Lucerne</a>	
	<a href="#">Police de la Ville de Zurich</a>	
	<a href="#">Police de la ville de Saint-Gall</a>	
	Police de la ville de Winterthour	
Groupe MPV (menaces et préventions de la violence), dans le cadre de la gestion cantonale des menaces	Police cantonale, Jura	
Arbeits- und Kerngruppe Bedrohungsmanagement	Police cantonale, Schaffhouse	
Formation à l'utilisation de l'outil d'évaluation des risques TRAP-18 (Terrorist radicalization assessment protocol) 25–26.06.2019	Police cantonale, Neuchâtel (Groupe Menaces & Prévention de la Violence)	Policier-ère-s actifs dans la mise en place d'un service gestion des menaces dans leur corps de police
<a href="#">Seminar Bedrohungsmanagement</a> (2019 und Weiterführung geplant)	Haute École spécialisée de la Suisse orientale	Employé-e-s de domaines divers (management de crise, protection des adultes et de l'enfant, autorités judiciaires, ressources humaines, etc.)
<a href="#">Fachtagung Bedrohungsmanagement</a>	Europa Institut (Universität Zürich) et Police cantonale, Zurich	Police, procureurs, autorités judiciaires et administratives ainsi que spécialistes de divers domaines

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>M 15 : Réglementation de l'échange d'information entre autorités</b>		
<b>a) Base légale pour l'échange d'information relatives aux personnes et à des profils de personnalité entre autorités fédérales et cantonales ainsi que communales</b>		
<a href="#">Loi sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme</a> (MPT) <sup>12</sup>	fedpol	Autorités de la Confédération, des cantons, des communes et des villes
<b>b) Echange d'informations horizontal et vertical intra-cantonal (directive)</b>		
<a href="#">Directive juridique pour l'échange d'informations entre la police, les ministères publics et les cliniques psychiatriques, en particulier en relation avec l'internement et le traitement de personnes prêtes à commettre des violences</a>	Direction de la santé du canton de Zurich	Canton de Zurich
Échange d'information dans la gestion de menaces : <a href="#">règlement de la ville de Zurich</a>	Police de la ville de Zurich	Police de la ville de Zurich
Convention de collaboration entre la police et les services sociaux	Canton de Genève	Canton de Genève
<a href="#">Décret sur la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent</a> (juin 2018)	Canton de Vaud	
<a href="#">Rechtsgrundlagen Bedrohungsmanagement, Polizeigesetz</a>	Canton de Bâle-Campagne	Police cantonale
Directive réglant l'échange d'informations entre le service de renseignement cantonal et le service d'application des peines et des mesures (SAPEM)	Canton du Valais	
Nouvelle base juridique pour l'échange d'informations entre les autorités (dans le cadre de la révision de la loi sur la police)	Département de la sécurité, canton de Schwyz	

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>Lutte contre les idéologies et les groupements extrémistes</b>		
<b>M 18 : Renforcement des mesures destinées à promouvoir la citoyenneté, renforcer la démocratie et prévenir les discriminations</b>		
<b>a) extrascolaire</b>		
Promotion des campagnes existantes pour soutenir la promotion de l'enfance et de la jeunesse (Kinder- & Jugendförderung wirkt) ou pour renforcer la citoyenneté	<a href="#">Okaj Zürich</a> (association faitière du canton de Zurich pour la promotion des jeunes et des enfants), Association faitière suisse pour l'animation enfance et jeunesse en milieu ouvert (AFA)	Délégué-e-s cantonaux-ales à l'enfance et à la jeunesse
Activités et projets de promotion des compétences médiatiques (p. ex. sensibilisation aux Fake News)	OFAS ( <a href="#">Plateforme Jeunes et médias</a> ) : les cantons, les communes, les villes, des ONG, des privés	Enfants, jeunes, parents, enseignant-e-s, éducateur-trice-s, moniteur-trice-s, animateur-trice-s jeunesse, etc.
<a href="#">Programme Citoyenneté</a>	Commission fédérale des migrations CFM	
<a href="#">Services de consultation et d'assistance pour la protection des enfants dans les cantons</a>	Protection de l'enfance suisse	
« Unverhandelbare Werte: Eine Frage der Perspektive? » ateliers de discussion pour parents et enfants (en cours de mise en oeuvre)	Direktion soziale und Sicherheit und Direktion Bildung, Kultur und Sport, Bienne	
Application « <a href="#">OTOP</a> » (Communauté de soutien connectée, favorisant l'entraide et la valorisation)	Association Kairos	Jeunes et jeunes adultes
Ateliers théâtre et pièce de théâtre sur le thème de la radicalisation dans le cadre du projet « Partir sur Mars »	Association Théâtre albanais « Kuro-ra », Nyon	Adolescent-e-s et jeunes adultes

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>b) Scolaire</b>		
<a href="#">Méthode: la jeunesse débat</a> (journées de formation sur demande)	Association YES, Fondation Dialogue	
Staatsbürgerliche Projektwoche <a href="#">«Criminalité»</a> (30 septembre – 4 octobre 2019)	Kantonsschule Freudenberg, canton de Zurich	Étudiant-e-s
Fachstelle Demokratiebildung und Menschenrechte	Haute École Pédagogique de Saint-Gall	Personnel enseignant de l'école obligatoire
Projektwochen <a href="#">«Vielfalt als Chance»</a>	Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures (Amt für Soziales et Amt für Volksschulen) et Fondation Kinderdorf Pestalozzi	Ecoles dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures
Projet <a href="#">«stopantisemitismus.ch»</a>	GRA Fondation contre le racisme et l'antisémitisme	Société civile, élèves et corps enseignant
Projet «Extremismus im Zoom» (en cours)	Office de l'extrémisme et de la prévention de la violence et le service cantonal Prévention et sécurité des écoles de Winterthur en coopération avec les deux ONG locales, le cinéma «Cameo» et l'association «Internationale Kurzfilmtage Winterthur»	Écoles et jeunes âgés de 15 ans et plus
Conception/adaptation de modules («courage sur Internet» et «courage civil») pour le travail de prévention (extra-) scolaire	Office de l'extrémisme et de la prévention de la violence de la ville de Winterthur	Écoles de Winterthur
<b>c) Société dans son ensemble</b>		
<a href="#">Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme</a>	Commission fédérale contre le racisme CFR et l'association humanrights.ch, offices concernés	
<a href="#">Services chargés de l'intégration dans les cantons et les villes</a>	Cantons et villes	
<a href="#">Service pour la protection de la discrimination et les conflits interculturels</a>	Service spécialisé pour l'intégration Integres, Région de Schaffhouse	Personnes spécialisées, parties aux conflits, victimes, etc.

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<p>Dans le cadre du Plan d'intégration cantonal (2018–2021)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="92 483 539 515">– <a href="#">Aktionstage gegen Rassismus</a> 2019</li> <li data-bbox="92 629 400 660">– <a href="#">Integrationsförderkredit</a></li> <li data-bbox="92 689 536 721">– Ansprechstelle für Religionsthemen</li> <li data-bbox="92 779 515 810">– Material für interreligiöses Lernen</li> <li data-bbox="92 869 512 900">– <a href="#">Beratungsstelle gegen Rassismus</a></li> </ul>	<p>Kantonale Integrationsförderung, angesiedelt beim Kompetenzzentrum Integration und Gleichstellung (KIG), Amt für Soziales, canton de Saint-Gall</p> <p>HEKS im Auftrag der Kantone St. Gallen und Appenzell Ausser-rhoden</p>	<p>Population</p> <p>Initiateurs-trices de projets</p> <p>Communautés religieuses et population</p> <p>Communautés religieuses et population</p> <p>Personnes concernées, témoins, victimes, institutions spécialisées, etc.</p>
<p>Semaine d'actions contre le racisme 2019 et 2020</p>	<p>Bureau de l'intégration des étrangers et de la lutte contre le racisme, canton du Jura</p>	
<p>Dans le cadre du Plan d'intégration cantonal</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="92 1245 539 1305">– Projektförderung soziale Integration und Teilhabe allgemein</li> <li data-bbox="92 1335 483 1417">– Berufliche Bildung und Ausbildung für Jugendliche und junge Erwachsene</li> <li data-bbox="92 1451 520 1534">– Informationsmodule zu Demokratie/Menschenrechte/politische Teilhabe</li> <li data-bbox="92 1568 440 1626">– Schutz vor Diskriminierung, <a href="#">Fachstelle FABIA</a></li> </ul>	<p>Canton de Lucerne</p>	
<p><a href="#">Konzept</a> für ein koordiniertes Vorgehen in der Kinder-, Jugend- und Familienpolitik des Kantons Thurgau 2018–2022</p>	<p>Departement für Erziehung und Kultur, Fachstelle für Kinder-, Jugend- und Familienfragen (KJF), canton de Thurgovie</p>	

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>– <a href="#">Soutien financier de projets spécifiquement liés à la lutte contre le racisme</a></li> <li>– <a href="#">Semaine d'action contre le racisme</a> (18 au 24 mars 2019)</li> <li>– <a href="#">Service de consultation pour les victimes de discrimination</a></li> </ul>	Bureau cantonal de l'intégration, canton de Vaud	
<a href="#">Application</a> « FIDS Report » (Signalement d'expériences de discrimination)	Fédération d'organisations islamiques de Suisse (FOIS)	Population
Exposition itinérante « Andere Geschichten – Wie man Neugierde Brücken baut » (2019)	Association Permeable	
<b>M 19 : Interventions ciblées auprès des enfants et des jeunes dont la sécurité ou le développement est ou peut être considéré comme compromis</b>		
<a href="#">Programme pilote de préapprentissage d'intégration</a>	SEM	Réfugiés reconnus et personnes admises à titre provisoire
<a href="#">Projet pour la jeunesse Lift</a>	Association Lift	
<a href="#">Case Management – Gestion de cas formation professionnelle</a>		Divers cantons
<a href="#">Alter Connexion</a> , programme de mentorat auprès des jeunes et migrant-e-s	Ville de Neuchâtel, direction de la culture et de l'intégration	Adolescent-e-s et jeunes adultes, migrant-e-s
Offre de pont SEMO	Divers cantons	Divers cantons
<a href="#">Informations, ligne directe, etc. pour enfants, jeunes et professionnel-le-s</a>	Alliance pour les droits des enfants de migrants	Migrant-e-s
<a href="#">Insertion et intégration professionnelle des migrants</a>	Association jurassienne d'accueil des migrants	Migrant-e-s

<b>Instrument/projet</b>	<b>Prestataire</b>	<b>Bénéficiaires</b>
<a href="#">Accueil et conseil</a>	Centre d'animation et de formation pour femmes migrantes, canton du Jura	Femmes migrantes
<a href="#">Jugend- und Familienberatungen der Zentralschweiz</a>	Cantons de Lucerne, Zoug, Nidwald, Obwald, Uri	Jeunes adultes, parents, familles
<a href="#">147</a>	Tous les cantons	Jeunes adultes
<a href="#">Schulberatung für Berufsbildung und Gymnasien des Kantons Luzern</a>	Psychologische Beratungsstelle des Beratungs- und Informationszentrums für Bildung und Beruf BIZ, canton de Lucerne	Etudiant-e-s et jeunes qui fréquentent l'école, école professionnelle ou le lycée et dont le lieu de vie et de travail se trouvent à Lucerne
<a href="#">Kriseninterventionsgruppe</a>	Schulpsychologischer Dienst, canton de Saint-Gall	Population, personnes spécialisées
<a href="#">Kinder- und Jugendnotruf</a>	Kinderschutzzentrum Saint-Gall	Enfant-e-s et jeunes en situation aigüe
<a href="#">Paar-, Familien-, Jugendberatung</a>	Perspective Thurgau	
<a href="#">Case Management Berufsbildung (CMBB)</a>	Amt für Berufsbildung und Berufsberatung, canton Thurgovie	Adolescent-e-s et jeunes adultes de 14 à 24 ans
<a href="#">Zentrale UMA-Beistandschaft</a>	Peregrina-Stiftung, Thurgovie	Mineur-e-s non accompagné-e-s
<a href="#">Schulisches Kriseninterventionsteam (SKIT)</a>	Amt für Volksschule, canton Thurgovie	
Cellule d'information et communication Meyrin (CICOM)	Ville de Meyrin	Population 14–40 ans
Projet «Brückenbauer/innen für Frieden und gegen Extremismus»	National Coalition Building Institute NCBI Schweiz	Réfugié-e-s âgé-e-s de 14 à 35 ans

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>M 20 : Empêchement de la radicalisation, en particulier via Internet par des contre-discours ou des discours alternatifs</b>		
<a href="#">Winfluence</a>	Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et Jugendinfo Winterthour	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s) de 16 à 30 ans
<a href="#">PositivIslam</a>	OFAS et CSIS	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s) de 16 à 30 ans
<a href="#">SwissMuslimStories</a>	OFAS et Association Ummah (Muslimische Jugend Schweiz)	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s) de 16 à 30 ans
<a href="#">KnowIslam</a>	OFAS et Dialoginstitut, Institut für interkulturelle Zusammenarbeit und Dialog	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s) de 16 à 30 ans
Brochure « <a href="#">Discours de prévention de la radicalisation sur internet – Exemples de projet, recommandations et application pratique</a> » (Janvier 2020)	OFAS : Jeunes et médias, Programme national de promotion des compétences médiatiques	Cantons, communes et organisations de la société civile souhaitant mettre en œuvre ou soutenir des projets de prévention de la radicalisation en ligne

## Désengagement et réintégration

### M 21 : Mesures favorisant le désengagement et la réintégration

#### a) Catalogue référentiel des mesures pour le désengagement/réintégration dans une approche interdisciplinaire

<a href="#">Manuel du RAN/RSR « Interventions destinées aux personnes qui rentrent dans leur pays d'origine : les combattants terroristes étrangers et leur famille »</a>	Radicalisation Awareness Network (Réseau de sensibilisation à la radicalisation)	
<a href="#">Catalogue référentiel des mesures pour le désengagement et la réintégration</a> (novembre 2020)	Pool d'experts en désengagement et réintégration (M24)	Spécialistes en charge du désengagement et de la réintégration des personnes radicalisées

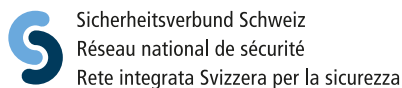


Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
Analyse « <a href="#">Le désengagement dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales</a> »	CSCSP	Décideurs au sein des autorités judiciaires, des services pénitentiaires et de probation et des offices d'exécution des peines
Accompagnement de personnes considérées comme radicalisées ou susceptibles de l'être	Union Vaudoise des Associations Musulmanes UVAM (collaboration prévue avec le canton)	Personnes considérées comme radicalisées ou susceptibles de l'être
<b>b) Mesures de désengagement pour enfants et adolescents</b>		
<a href="#">Programmes d'intervention</a>	Zentrum Kinder- und Jugendforensik, Klinik für Forensische Psychiatrie, PUK Zürich	Adolescent-e-s ou jeunes adultes radicalisé-e-s et qui font l'objet d'une procédure pénale
<b>M 22 : Autorité compétente pour la prise en charge des personnes radicalisées hors procédure pénale et exécution des peines</b>		
–	–	–
<b>M 23 : Soutien aux professionnels pour l'accompagnement des familles et des proches des personnes radicalisées</b>		
–	–	–
<b>M 24 : Constitution d'un pool d'experts en désengagement et réintégration sur le plan national</b>		
Pool d'experts en désengagement et réintégration	RNS	Autorités cantonales et communales en charge du désengagement et de la réintégration de personnes radicalisées

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>Collaboration internationale</b>		
<b>M 25 : Échange international d'informations et d'expériences</b>		
Engagement de la Suisse au niveau multilatéral et promotion de sa politique de respect des droits de l'homme et de l'état de droit dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent	Organisation des Nations Unies  Exemple : UNDP – DPA Joint Programme Conflict Prevention (2019 – 2021)	Confédération : la Suisse en est membre.
	<a href="#">Global Counterterrorism Forum</a> (GCTF)  – Développement d'un policy toolkit sur les « Zurich-London Recommendations on Preventing and Countering Violent Extremism and Terrorism Online » (2019)	Confédération : la Suisse en est membre.
	<a href="#">Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe</a> (OSCE)  – Participation à la Conférence de la présidence slovaque de l'OSCE « Taking Stock of Efforts to Prevent and Counter Terrorism as well as VERLT in the OSCE Area » (mars 2019, Bratislava)	Confédération : la Suisse en est membre.
Échange direct d'expériences et d'informations entre autorités locales de différents pays et villes	<a href="#">Strong Cities Network</a> (SCN)	Membres : Ville de Berne et Bienne
	<a href="#">European Forum for Urban Security</a>	Membre : Meyrin
	<a href="#">European Foundation for Democracy</a> (Fondation européenne pour la démocratie)	Ville de Zurich
	<a href="#">Radicalisation Awareness Network</a> (RAN)	La Suisse ne fait pas formellement partie du RAN. Des expert-e-s suisses peuvent cependant participer aux activités des divers groupes de travail. Ils doivent alors d'eux-mêmes s'annoncer auprès des responsables du RAN.

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>M 26 : Engagement de la politique extérieure pour empêcher l'extrémisme violent</b>		
Accent mis sur la lutte contre l'extrémisme violent dans l'engagement pour la paix et le développement, dans le <a href="#">message sur la collaboration internationale de la Suisse 2017–2020</a>		DFAE
Exemple : La Suisse, dans le cadre de la <i>Stratégie Education</i> de la DDC, soutient des programmes de scolarisation pour enfants déplacés ou en zone de conflit tels qu'au Niger et au Mali.		
Poursuite en 2019–2020 de l'initiative des Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique, avec notamment des rencontres à Dakar (Sénégal), à Ouagadougou (Burkina Faso), à Bangui (RCA), et des tables rondes publiques à Dakar, New York et Genève.		DFAE
Depuis 2015, la Suisse apporte un soutien au <i>Global Community Engagement and Resilience Fund</i> (GCERF) basé à Genève qui finance des projets de soutien aux communautés, en particulier les jeunes et les femmes, au Bangladesh, Mali et Nigéria. En novembre 2018, la Suisse a décidé de renouveler le soutien financier apporté au GCERF pour une nouvelle période de quatre ans.		DFAE
L'approche genre et le renforcement de la participation de la femme dans la PEV est poursuivie au travers des actions sur le terrain, conformément à la stratégie égalité des genres et droits des femmes du DFAE visant à intégrer ceux-ci de manière transversale et systématique dans les activités de coopération internationale.		DFAE
Exemples :		
– soutien de la Suisse apporté au Forum annuel du réseau <i>Women's Alliance for Security Leadership</i> (WASL)		
– conférence « <i>Women, Peace and Security: Reclaim Prevention</i> », organisée à Berne en septembre 2019		

## 8.2 Enquête sur la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent – formulaire



### Enquête sur la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN)

#### Informations sur votre projet/programme mis en œuvre en 2019/2020

*Veillez remplir un formulaire par projet/programme.*

#### Informations générales

Nom du projet/programme			
Brève description			
Est-ce que le projet/programme est-il basé sur le PAN ou mis en œuvre dans le cadre du PAN?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
Si oui, quelle mesure du PAN <sup>1</sup> le projet/programme concerne-t-il?			
Organisation dans le temps ( <i>date de début et de fin, fréquence, durée, etc.</i> )			

#### Responsabilité politique (organisation, autorité, organe, etc.)

Nom			
Rue		Case postale	
NPA		Lieu	
Canton		Téléphone	
E-mail		Site Internet	

*En cas de mesures interdisciplinaires, il peut s'agir de plusieurs organisations, autorités, organes, etc.*

Nom			
Rue		Case postale	
NPA		Lieu	
Canton		Téléphone	
E-mail		Site Internet	

#### Responsable de la mise en œuvre opérationnelle

Prénom		Nom	
--------	--	-----	--

<sup>1</sup> Le PAN comprend un total de 26 mesures, cf. <https://www.svs.admin.ch/fr/themes/prevention-de-la-radicalisation/praevention-nap.html>

Fonction		Portable	
Téléphone		E-mail	

Nom de l'organisation, autorité, organe, etc.			
Rue		Case postale	
NPA		Lieu	
Canton		Site Internet	

### Ressources (CHF et taux de travail)

Ressources investies (interne et externes) :		
CHF		
Taux de travail		
Veuillez s'il-vous-plait détailler les apports financiers:		
<input type="checkbox"/> interne <input type="checkbox"/> externe	Nom de l'organisation/institution	CHF
<input type="checkbox"/> interne <input type="checkbox"/> externe	Nom de l'organisation/institution	CHF
<input type="checkbox"/> interne <input type="checkbox"/> externe	Nom de l'organisation/institution	CHF
Avez-vous bénéficié d'une aide financière dans le cadre du Programme d'impulsion <sup>2</sup> ?		
<input type="checkbox"/> Oui, d'un montant de CHF	<input type="checkbox"/> Non	

### Bénéficiaires

Quels sont/ont été les bénéficiaires du projet/programme ?	
<i>Veuillez s'il-vous-plait, dans la mesure du possible, répondre à ces questions:</i>	
Quel est le nombre de bénéficiaires femmes du projet/programme?	
Quel est le nombre de bénéficiaires hommes du projet/programme?	

Nom, Prénom:

Lieu

Date:

Veuillez envoyer le formulaire dûment rempli par e-mail à [Madame Regula Zwygart](mailto:Madame.Regula.Zwygart).

<sup>2</sup> Grâce au Programme d'impulsion limité à cinq ans (mesure n°17 du PAN), la Confédération aura la possibilité de soutenir financièrement de nouveaux projets découlant de la mise en œuvre des mesures du PAN, comme ceux existants déjà, initialisés par les échelons cantonaux et communaux ainsi que par la société civile.



## **Impressum**

Herausgeber Réseau national de sécurité RNS  
Premedia Centre des médias électroniques CME (80.117.04 f)  
Copyright Réseau national de sécurité RNS

